

Pouvoir d'emprunt

J'ai examiné le Budget des dépenses. Il y a je ne sais combien de postes intéressants qui doivent attirer l'attention de tous les députés sérieux qui se préoccupent d'une saine gestion budgétaire.

Il est absolument incroyable qu'on aille chercher au Trésor 820 millions pour aider Radio-Canada dans l'année en cours, 820 millions pour une société qui recueille 175 millions en publicité et autres recettes pour l'année entière.

Je reconnais qu'à certaines époques il est absolument indispensable que la société d'État communique avec les régions du grand Nord qui ne sont pas autrement desservies par un réseau public de télécommunications. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille utiliser pour cela 820 millions, c'est-à-dire 82.6 millions de plus que l'an dernier environ, puisque sur une si grande partie du territoire les services de Radio-Canada sont assurés par un réseau indépendant, exploité suivant les règles du secteur privé. Non seulement les investissements sont réalisés grâce aux recettes tirées du secteur privé, mais les frais d'exploitation sont couverts par des recettes tirées du secteur privé et cette activité est génératrice de profits.

Compte tenu du caractère de notre économie actuelle, il importe d'examiner ces prévisions de dépenses comme je l'ai fait si souvent avec l'idée de savoir s'il ne conviendrait pas de dire à certaines sociétés de la Couronne qu'elles ont assez tiré sur la corde, et que dans un délai déterminé on va mettre fin à ces subventions.

Je n'ai pas suffisamment de temps pour m'étendre comme je le voudrais sur d'autres postes budgétaires du même genre. Je regrette que la durée prévue pour les questions après les discours soit expirée.

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Monsieur le Président, ma circonscription est dans le même cas que bien d'autres régions du Canada. Nous avons aussi nos problèmes de chômage, de fermetures d'usines, de faillites de petites entreprises et de faillites d'agriculteurs. Certains usines ne fonctionnent pas à pleine capacité et doivent congédier une partie de leurs ouvriers. En outre, il y a 11 réserves indiennes dans ma circonscription. Même en période de prospérité, les conditions économiques dans les réserves indiennes sont tout à fait honteuses pour un pays aussi riche que le Canada et le taux de chômage varie le plus souvent entre 50 et 90 p. 100. En période de récession grave comme celle que nous connaissons maintenant, le problème du chômage ne fait que s'aggraver.

Pour une étrange raison connue uniquement de Dieu et de la hiérarchie libérale, les chiffres du chômage dans les réserves ne sont pas compris dans les chiffres nationaux. J'imagine que c'est parce que s'ils l'étaient, les chiffres seraient beaucoup trop alarmants.

En outre, aussi bizarre que cela puisse sembler, le gouvernement a décidé cette année de réduire le budget des programmes qui auraient justement permis d'améliorer la situation économique des Indiens des réserves, en l'occurrence les programmes d'enseignement post-secondaire et d'expansion économique. Il a décidé à la place que les Indiens des réserves devraient compter davantage sur le bien-être social. Il ne faut donc pas s'étonner que mes électeurs soient plutôt sceptiques et même cyniques de voir le gouvernement demander au Parlement l'autorisation d'emprunter encore 19 milliards de dollars.

Je suis convaincu, et je suis certain que mes électeurs seraient d'accord, qu'il est en effet essentiel que les députés

exigent de savoir comment ces milliards de dollars seront dépensés.

Le ministre des Finances (M. Lalonde) nous a dit que le gouvernement avait besoin de 5 milliards de dollars pour les quelques dernières semaines de l'exercice financier en cours et qu'il avait besoin d'emprunter tout cet argent parce que la récession a fait, baisser les recettes et augmenter ses dépenses. Bien entendu, la politique monétaire conservatrice et financière du gouvernement a beaucoup contribué à la récession et au déclin de notre économie ces derniers mois.

Même si l'on fait abstraction de cette considération importante pour l'instant, le gouvernement ne nous a pas dit comment il comptait dépenser les 5 milliards de dollars qu'il voudrait pouvoir emprunter. En outre, il a l'audace de demander l'autorisation à la Chambre d'emprunter encore 14 milliards de dollars pour le prochain exercice financier avant même de présenter son budget. Quand le projet de loi à l'étude a été présenté, le gouvernement n'avait d'ailleurs même pas encore déposé ses prévisions budgétaires pour 1983-1984.

Le projet de loi C-143 est le troisième projet de loi sur le pouvoir d'emprunt à être présenté à la Chambre en huit mois. En juin 1982, le gouvernement a demandé 6.6 milliards de dollars, en juillet sept milliards, et en novembre quatre autres milliards. Voici qu'on nous demande encore d'approuver un autre pouvoir d'emprunt de 19 milliards de dollars.

Ce déficit croissant prouve que le gouvernement ne peut absolument pas prétendre qu'il contrôle l'économie. Le déficit pour l'année financière 1982-1983 a augmenté de 16 p. 100 dans les quatre derniers mois seulement. Ce doit être une situation plutôt ironique pour le gouvernement. Pendant qu'il se préoccupait obstinément de réduire le déficit fédéral, il a créé en fait des conditions économiques qui l'ont fait s'accroître davantage.

Dans les trois derniers budgets, le gouvernement s'est fixé pour but de réduire ses dépenses et le déficit. Le budget de novembre 1981 visait à accélérer la réduction du déficit de 13 à 10 milliards de dollars, mais ce n'est pas ce qui s'est produit. Lors de la présentation de son autre budget, en juin 1982, le gouvernement prévoyait un déficit de 19.6 milliards de dollars. Nous parlons maintenant d'un déficit de 27 milliards, c'est-à-dire de 170 p. 100 plus élevé que ce que l'on prévoyait il y a un peu plus d'un an.

Comment est-ce possible? Le ministre des Finances nous a dit la semaine dernière que cette hausse du déficit était en grande partie attribuable à la récession. Est-il possible que le gouvernement n'ait pas su que l'économie canadienne se dégradait, qu'une récession était en cours? Comment aurait-il pu ne pas en voir les signes? Nous, de notre parti, avons maintes et maintes fois averti le gouvernement que sa politique de resserrement du crédit allait plonger le Canada dans une récession, et c'est là que nous sommes à l'heure actuelle. En laissant la Banque du Canada faire monter les taux d'intérêt, le gouvernement a joué un rôle qui n'est pas négligeable dans la mise en chômage de presque deux millions de personnes, dans la mise en faillite de 11,000 entreprises et dans le ralentissement de notre économie, qui fonctionne actuellement à 70 p. 100 de sa capacité. En lançant l'attaque avec son programme des 6 et 5 p. 100 applicable aux revenus des pensionnés et des mères de famille, aux traitements du personnel des forces armées et des fonctionnaires et maintenant aux salaires des travailleurs du